

MANIFESTE DES 500

pour la Collectivité territoriale Pays Basque

Ce 27 avril 2013, 500 acteurs du Pays Basque se sont réunis à Bayonne pour la réussite du projet de Collectivité territoriale pour le Pays Basque.

Ces 500 acteurs sont issus de tous les milieux, de toutes les sensibilités, représentatifs de la diversité de ce territoire « Pays Basque » : des représentants de la quasi-totalité des partis politiques ; des maires, des adjoints et des conseillers municipaux, des conseillers généraux, des conseillers régionaux mais aussi des parlementaires nationaux et européens.

Sont présents et partie prenantes également des acteurs engagés dans les différentes activités économiques, sociales et culturelles du Pays Basque : des chefs d'entreprises, des exploitants agricoles, des dirigeants d'institutions, des responsables associatifs, des artistes, des syndicalistes...

Parce que le Pays Basque a besoin d'un grand projet pour donner un sens à son destin dans ce XXIème Siècle, ces 500 acteurs se sont rassemblés ce 27 avril pour partager ce projet de Collectivité territoriale et pour affirmer que le Pays Basque a un impérieux besoin de disposer d'une institution qui lui soit propre et qui incarne sa singularité. Cette institution, le Pays Basque la réclame depuis si longtemps.

Le Pays Basque, par son identité, son histoire, ses spécificités géographiques, socio-économiques, veut enfin pouvoir développer ses propres politiques publiques, comme le font tous les autres territoires de la République. Il est temps que soit entendu ce besoin profond de reconnaissance. Que soit bâti ce pacte de confiance réclamé par un territoire qui a mûri et qui maîtrise ce que responsabilité veut dire. Car depuis 20 ans, tous les acteurs du territoire travaillent avec les collectivités publiques avec passion et dans un esprit d'ouverture pour donner un avenir à ce Pays Basque auquel ils sont attachés.

Depuis 20 ans, la dynamique autour du Conseil des élus et du Conseil de développement, avec « Pays Basque 2010 » puis « Pays Basque 2020 », avec ses contractualisations Etat-Région-Département... a tenté de répondre au mieux aux besoins du territoire et de ses habitants. Mais ce modèle a atteint ses limites et, plus que jamais, le Pays Basque a besoin d'une gouvernance forte pour répondre aux risques de disparités entre intérieur et littoral et pour se doter des ressources indispensables afin de s'adapter à toutes les mutations sociales, économiques et écologiques, pour sauvegarder et développer son patrimoine linguistique, culturel et naturel.

Les 500 acteurs réunis aujourd'hui ont en commun l'ambition d'un Pays Basque qui aspire à sa cohésion sociale, à la complémentarité de ses espaces urbains et ruraux, au développement de son économie et de ses emplois, à l'innovation et à la valorisation des savoir-faire locaux, à un aménagement maîtrisé, et à une ouverture grande vers l'ensemble des territoires, vers l'Europe et le Monde.

A la veille d'une réorganisation profonde des collectivités, alors que le rôle des intercommunalités, des métropoles et des régions se renforce ; alors que les exigences d'efficacité de l'action publique n'ont jamais été aussi pressantes ; à l'heure où les « pays » ne disposent plus d'adossement juridique et que les contractualisations avec les territoires sont fragilisées... Le Pays Basque répond par une proposition qui vise à la fois l'efficacité et la proximité, l'adaptation aux réalités du territoire, l'efficience et la prise en compte des spécificités, les contraintes financières générées par la crise économique et l'évolution de l'Europe.





Cette proposition collective répond aux besoins de développement de ce territoire. Elus et acteurs de la société civile ont défini un « contenu » opérationnel à une Collectivité territoriale Pays Basque, et des priorités très précises : logement, transport, agriculture, tourisme, développement économique, culture, langue, coopération transfrontalière.

La proposition répond aux besoins de simplification exprimés par tous. Une collectivité territoriale qui agisse en lieu et place d'un département, en intégrant ses compétences, et qui mutualise d'autres compétences de la Région et de l'Etat pour agir efficacement sur les priorités et besoins de ce territoire.

Pas d'échelon administratif nouveau qui viendrait alourdir une organisation institutionnelle déjà complexe, pas de pression fiscale supplémentaire, des compétences mutualisées à l'échelle du Pays Basque, gérées au niveau pertinent, pour mener des politiques publiques ciblées, de proximité, à moyens constants.

Une collectivité réunissant les compétences qui seront le mieux gérées à son échelle ; une collectivité associant la société civile à l'action publique pour poursuivre un dialogue fécond et des projets entre acteurs publics et privés. Le statut de « collectivité territoriale à statut particulier » (prévu par la Constitution) permet de donner du sens à tous ces défis.

La proposition est innovante, moderne, porteuse d'une nouvelle génération de collectivités que le Pays Basque est prêt à expérimenter ici, dans l'esprit du nouvel acte III de la décentralisation souhaité par le Président de la République.

Cette proposition est enfin porteuse de paix. Portée par le dialogue et par le consensus, elle incarne une volonté réaffirmée d'un "vivre ensemble" respectueux de tous permettant à chacun de vivre pleinement la relation intime qu'il entretient avec ce pays.

Le Pays Basque est prêt.

Le Pays Basque a un projet et ne demande qu'à se mettre autour de la table pour construire avec le Gouvernement et le Parlement son avenir institutionnel, et l'inscrire dans la loi de la République.

L'ensemble des acteurs réunis ici, ce 27 avril 2013, demandent au Gouvernement, aux parlementaires de la République, d'entendre la « voix du Pays Basque », d'entendre la demande de ce territoire, d'étudier ses propositions et d'y répondre.

Le Pays Basque vit une étape importante de son histoire. Jamais un tel consensus n'a été atteint autour d'un projet de Collectivité territoriale. Jamais une telle diversité d'acteurs n'a été réunie. Le contexte national est à l'aube de grands changements, et le paysage institutionnel va profondément évoluer. C'est maintenant qu'une solution doit être trouvée pour le Pays Basque !

Les cartes sont sur la table. Le projet est clair. Dans cette période tourmentée, il est rassembleur. Dans un monde clivé, il est largement porté par tous les acteurs impliqués dans l'espace public. Dans une société qui éloigne les décideurs des citoyens, il est amplement partagé au-delà des cénacles qui ont travaillé à le rendre vivant. Et aujourd'hui plus que jamais, il a amplement sa place dans le pacte républicain car il constitue un pas supplémentaire pour la mise en œuvre d'une citoyenneté vivante, plus proche de ceux qui font de ce territoire le cœur de leur port d'attache.

Il faut maintenant que chacun en Pays Basque le fasse sien.

Il faut enfin que la puissance publique entende cette voix qui vient de loin et qui demande qu'enfin soit reconnu le droit à la singularité d'un territoire qui ne cesse de s'affirmer et le clamer.

500en MANIFESTUA

Euskal Herriko Lurralde kolektibitatearen alde

2013ko apirilaren 27ko honetan, Euskal Herriko 500 eragile Baionan bildu dira Euskal Herriko Lurralde kolektibitatearen proiektua gauza dadin.

500 eragile horiek sektore eta sentsibilitate guzietakoak dira, eta Euskal Herria lurralde honen aniztasuna islatzen dute : abantzu alderdi guzietako ordezkariak hemen dira, auzapezak, axuantak eta herriko hautetsiak, kontseilari nagusiak, eskualdeko kontseilariak baina baita ere Frantzia mailako eta Europako parlamentariak.

Gaurko ekitaldian parte hartzen dute ere Euskal Herriko jarduera ekonomiko, sozial eta kulturalerako eragileek: enpresaburuak, laborariak, instituzio buruak, elkarte buruak, artistak, sindikalistak...

XXI. mende honetan bere etorkizunari zentzu bat eman ahal izateko Euskal Herriak proiektu ausarta behar duenez, 500 eragile horiek apirilaren 27 honetan bildu dira Lurralde kolektibitatearen proiektua partekatzeo eta Euskal Herriak instituzio propio baten beharra baduela aldarrikatzeko. Instituzio hau aspaldi aldarrikatzen du Euskal Herriak.

Euskal Herriak nortasun, historia eta ezaugarri geografiko eta sozioekonomiko bereziak ditu eta gaur egun bere politika publiko propioak erabaki eta garatu nahi ditu, Errepublikako beste lurraldeek egiten duten bezala. Ezagupen behar sakon hori entzuna izateko garaia da. Lurralde honek ongi daki zer den erantzukizunak hartzea. Eskatzen duen konfiantza paktoa eraikia izan dadila! Azken 20 urte hauetan lurraldeko eragileek grina handiz lan egiten dute kolektibitate publikoekin, maite duten Euskal Herriari etorkizun hobea emateko.

Badu 20 urte, Euskal Herria 2010 eta Euskal Herria 2020 proiektuekin eta Estatu-Eskualde-Departamendua kontratazioekin, Hautetsien Kontseilua / Garapen Kontseilua dinamika lurralde honen eta haren biztanleen beharrei ahal bezain ongi erantzuten entseatzten dela. Bainan gaur egun modelo hori bere mugetara ailegatu da eta Euskal Herriak gobernantza sendoa behar du barnealde eta kostaldearen arteko desoreka arriskuei erantzuteko, aldaketa sozial, ekonomiko eta ekologikoei egokitzeko, eta bere ondare linguistiko, kultural eta naturala bizirik atxikitzeo.

Gaur bildu 500 eragileek nahi amankomuna dute: Euskal Herriak kohesio soziala garatzea, eremu urbano eta baserritarrak uztartzea, ekonomia eta lana sustatzea, tokiko egin-moldeak balioestea, sorkuntza bultzatzea, antolaketa kontrolatua ukaitea eta beste lurraldeei, Europari eta Munduari irekitzea.

Kolektibitateak berrantolatuko diren garai hauetan eta herri elkargoen, metropoloen eta eskualdeen rola indartzen delarik, ekintza publikoak sekulan baino gehiago eraginkorra izan behar duelarik, "pays" egiturak juridikoki desagertuko direlarik eta lurraldeekiko kontratazioak ahultzen ari direlarik... Euskal Herriak proposamen konkretu batekin erantzuten du, ondoko ezaugarriak dituen : eraginkortasuna eta hurbiltasuna, lurraldearen errealitatei egokitasuna,



berezitasunen kontuan hartzea, krisia ekonomikoak eta Europaren bilakaerak eragin diru-traben kontuan hartzea...

Proposamen horrek lurralde horrek dituen garapen beharrei erantzuten die. Hautetsiek eta gizarte eragileek Euskal Herriko Lurralde kolektibitatearen "eduki" operazionala definitu dute, baita ere lehentasun argi batzuk : etxebizitza, garraioa, laborantza, turismoa, garapen ekonomikoa, kultura, hizkuntza, mugaz gaindiko harremanak.

Elkarrekin landu proposamen horrek denek azaldu sinplifikatze beharrei erantzuten die. Lurralde kolektibitateak departamendua ordezkatzeko haren eskumenak hartuz eta Eskualdearen eta Estatuaren beste eskumen batzuk mutualizatzen ditu, lurralde honen lehentasun eta beharretan ahal bezain ongi eragiteko.

Lurralde kolektibitateak ez dio beste mailarik gehitzen jadaneko konplexua den antolaketa instituzionalari eta ez du presio fiskalarik gehitzen. Eskumenak mutualizatzen ditu Euskal Herri mailan politika publiko ziblatuak eramateko, hurbilekoak eta baliabidez behar bezala hornituak.

Eskumenak eskala egokian kudeatuko dituen kolektibitatea da ; gizarte zibila eta ekintza publikoa uztartuko dituen kolektibitatea da, konzertazio emankorra eta eragile publiko eta pribatuen arteko proiektuak xutik ezartzen segitzeko. "Estatutu Bereziko Lurralde Elkargoa" estatutuak (Konstituzioan sartua dena) erronka horiei guzietan zentzua ematen die.

Proposamena berritzailea eta modernoa da. Euskal Herria prest da kolektibitate eredu berria bilaka daitekeen egitura esperimendatzeko, Errepublikako Lehendakariak nahi duen dezentralizazioaren III. atalaren izpirituarekin bat eginez.

Proposamen hau bake eramailea ere bada. Dialogoak eta adostasunak gidaturik, lurralde honetako herritar guzietan desiratzen dugun errespetuzko "elkarbizitza" islatzen du.

Euskal Herria prest da.

Euskal Herriak proiektu bat badu eta Gobernuarekin eta haren Parlamentuarekin eztabaidatu nahi du, bere gero instituzionala Errepublikaren legean sartua izan dadin.

2013ko apirilaren 27 honetan bildu diren eragile guzietan Gobernuari eta Errepublikaren parlamentariari Euskal Herriaren ahotsa entzuteko galdegiten die, lurralde honen eskaera entzuteko, bere proposamenak aztertze eta erantzuteko.

Euskal Herria etapa garrantzitsua bizitzen ari da bere historian. Ez da sekulan hain adostasun zabalik lortu Lurralde kolektibitate proiektuaren inguruan. Ez da sekulan horrelako aniztasunik ikusi eragileen artean. Frantzia mailan aldaketa handiak izanen dira laster eta panorama instituzionala eraldatuko da. Gaur da Euskal Herriarentzat aterabidea atxemateko momentua!

Kartak mahai gainean dira. Proiektua argia da. Garai nahasi hauetan elkartzailea da. Mundu zatitu honetan adostasun zabala lortua du espazio publikoan diharduten eragile guzietan. Herritarrak erabakitzaileetatik urruntzen dituen gizarte honetan, partekatua da sortu eta bizirik mantendu duten zirkuluetatik harago. Eta gaur egun, sekulan baino gehiago, bere tokia badu pakto errepublikanoan, herritartasun biziaren eraikitzean urrats berri bat ematen ahalbidetzen baitu.

Orain, Euskal Herrian, bakoitzak bere egin behar du.

Garaia da botere publikoek entzun dezaten urrunetik heldu den eta lurralde baten berezitasunerako eskubidea aitortua izan dadin eskatzen duen ahots hori.

